



Un budget qui plait surtout aux patrons et aux technocrates de Bruxelles

Le gouvernement présente aujourd'hui les grandes lignes du budget 2015. La couleur avait déjà été affichée par le président de la République et le gouvernement : il s'agit bel et bien d'un budget d'austérité dans la droite ligne de l'économie de l'offre que veut promouvoir le pouvoir en place.

Les dépenses publiques utiles vont être amputées de 21 milliards d'euros, dont 7 milliards sur le compte de l'Etat, 4 milliards sur les dotations des collectivités et 10 milliards au détriment de la Sécurité sociale.

Les conséquences économiques et sociales de ces coupes budgétaires sont graves. La baisse des dotations des collectivités pèse sur l'emploi et les investissements, sachant que deux-tiers des investissements publics sont réalisés par les collectivités. S'agissant de la Sécurité sociale, ces coupes vont aggraver la situation des plus modestes, par exemple en ce qui concerne les soins de santé : de plus en plus de ménages à revenu modeste et d'étudiants se privent de ces soins.

En revanche, les entreprises continuent d'être servies généreusement. Même *Le Figaro* relève que « les entreprises seront à nouveau les grandes gagnantes ». En plus du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), elles bénéficieront des nouvelles baisses de cotisations sociales, de l'allègement de la contribution sociale de solidarité des sociétés et contribution additionnelle (C3S), qui est un impôt sur le chiffre d'affaires, et de la suppression d'une dizaine de taxes.

Le gouvernement présente la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu comme une

réforme favorable aux plus pauvres. Loin d'être une réforme, c'est un trompe l'œil visant à mettre en sourdine le fait que ce qui pèse surtout sur les ménages les plus modestes, ce sont les impôts indirects et particulièrement la TVA. D'autant plus que la taxe sur le gazole va encore augmenter de 2 centimes au litre.

Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, nous ne sommes pas sortis de la crise économique. L'activité économique stagne, l'emploi continue de baisser surtout dans l'industrie, la précarité, la pauvreté et les inégalités se développent. Ce budget d'austérité est le contraire de ce dont le pays a besoin.

La Cgt réaffirme la nécessité d'une véritable révision des politiques publiques dans l'intérêt des salariés, des retraités, des privés d'emploi, dans l'intérêt aussi de la recherche et de l'investissement productif. Il faut mettre à plat l'ensemble des aides, exonérations et abattements sociaux et fiscaux dont bénéficient les entreprises. Ce sont autant de dépenses publiques qui ne profitent pas, ou très peu, à l'emploi et à l'investissement productif. La suppression des aides inutiles est indispensable pour dégager des marges pour développer les services publics de qualité et reconquérir la Sécurité sociale.

Il faut aussi mettre en place une véritable réforme fiscale pour à la fois lutter contre l'injustice sociale et améliorer l'emploi et l'investissement productif. Autant de raisons pour que chaque militant, syndiqué, salarié et citoyen se mobilise et manifeste pour l'appel du 16 octobre 2014.

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 1^{er} octobre 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr